

- 
- 
- 

CDT DUBOURG Jean-Claude

CID / Groupe B2



## MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE



- 
- 

## LES RELATIONS EXTERIEURES DE L'ARABIE SAOUDITE

- 
- 

### 1. INTRODUCTION.

- 

A l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Arabie Saoudite occupe une place particulière sur l'échiquier mondial. En effet, cette monarchie fondée sur un islam intégriste, le Wahhabisme, est soucieuse de son influence dans le monde arabe en général

et dans la région du Golfe Persique en particulier. Mais, malgré d'importantes ressources et un accroissement de ses capacités militaires, l'Arabie Saoudite demeure une puissance de deuxième ordre. Ce constat oblige Ryad à se placer sous la protection de l'Occident, notamment des U.S.A. Ce difficile équilibre, unique entre Islam et Occident, a souvent amené l'Arabie en position de médiateur au sein du monde arabe, entraînant ainsi une politique extérieure complexe qu'il paraît utile d'analyser plus finement.

## 2. LES RELATIONS EXTERIEURES

L'Arabie Saoudite apparaît, avant tout, comme un pays soucieux de ne pas afficher sa dépendance. Mais la priorité de sa diplomatie est de minimiser cette dépendance, afin de ne pas donner prise à la critique de ceux qui lui reprochent de n'être qu'un pion américain au Moyen-Orient.

Le royaume saoudien est ainsi un faux géant à l'échelle régionale. L'axe majeur de la politique saoudienne est de limiter les périls en refusant, autant que possible, la confrontation, sachant qu'en dernier ressort, Ryad peut compter sur le soutien américain.

Ces paramètres expliquent largement le caractère immobiliste, passif, consensuel d'une diplomatie guidée par la peur.

L'Arabie Saoudite n'est cependant pas dépourvue d'atouts. Les richesses que lui procurent les exportations de pétrole l'aident dans une large mesure à conjurer ces dangers, en achetant la paix, souvent au prix fort. Certains ont parfois comparé la diplomatie saoudienne au PMU, les dirigeants saoudiens pariant sur tous les chevaux au départ. De cette façon, Ryad est sûr d'avoir joué le gagnant.

### 1. Les liens avec l'Occident.

Les Saoudiens sont parfaitement conscients qu'aux yeux des Occidentaux, leur unique intérêt est d'être assis sur le quart des réserves pétrolières mondiales et d'assurer le tiers des approvisionnements en brut. Pour les Saoudiens, il faut donc intéresser ces puissances à la protection du régime. C'est ce qu'ils font en garantissant un approvisionnement ininterrompu et bon marché en ressources énergétiques, en réinvestissant chez elles leurs surplus et en achetant auprès d'elles des armements.

Le premier chef d'état non musulman qu'ait jamais rencontré Ibn Saoud est américain. Pétrole saoudien contre protection américaine, c'est à cette période que remonte la relation spéciale entre l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis. Cette relation est marquée dès les premières années par une contradiction majeure : l'allié principal est aussi le protecteur inconditionnel de l'ennemi israélien. Les relations seront alors marquées de hauts (condamnation de l'intervention franco-britannique à Suez) et de bas (reconnaissance du gouvernement républicain du Yémen par les U.S.A. jusqu'à la doctrine NIXON). Sa traduction régionale est précisée en 1972 par la théorie des "piliers jumeaux" : L'Arabie Saoudite et l'Iran sont les deux piliers de la stabilité dans le Golfe. Mais il est vite évident que pour le président américain, c'est au chah d'Iran qu'incombe le rôle de gendarme du Golfe. L'encouragement américain aux visées hégémoniques de l'Iran et le soutien à Israël lors du conflit de 1967 inspire un vif mécontentement au roi Fayçal qui commence à se tourner vers d'autres pays, notamment la France.

La révolution islamique d'Iran ouvre une nouvelle période de méfiance. De plus, le gel des avoirs iraniens fait soudain prendre conscience que la même chose pourrait arriver aux investissements saoudiens aux U.S.A., si jamais une crise grave opposait Ryad à Washington. Les Saoudiens se réjouissent de voir les Républicains revenir aux affaires avec Reagan. Cependant ce président met rapidement en place une politique pro-israélienne, son secrétaire d'état A. Haig essaie sans succès d'enrôler l'Arabie Saoudite dans son consensus stratégique anti-soviétique qui inclurait aussi bien Israël que l'Arabie. Le désaccord devient total après l'invasion israélienne au Liban, néanmoins le plan de médiation du roi Fahd est reçu favorablement à Washington en 1981 et le plan Reagan en 1982 s'en rapproche notablement.

Pour les Saoudiens, G.Bush est le président selon leur coeur. Homme du pétrole, ancien patron de la C.I.A, il connaît le Moyen-Orient. Il inaugure un dialogue avec l'O.L.P. et condamne les implantations israéliennes dans les territoires occupés. Lors de l'invasion irakienne du Koweït, la rapidité avec laquelle il réagit, contraste avec le flottement observé à Ryad. L'écrasement de l'Irak par la coalition est porté par les Saoudiens au crédit exclusif des U.S.A. Au lendemain de la guerre, les pays du Golfe paient la facture et la presque totalité des contrats militaires sont attribués aux Etats-Unis.

L'arrivée du nouveau président démocrate Clinton ouvre une période de méfiance (refus pendant deux ans d'accréditer le nouvel ambassadeur U.S. à Ryad). L'intransigeance de Clinton envers l'Irak et l'Iran ne suffit pas à convaincre Ryad de normaliser ses relations avec l'état hébreu. L'Arabie Saoudite cherche à se prémunir des campagnes déclenchées de l'extérieur par des états comme l'Irak, l'Iran, la Syrie, ou la Libye. Désormais l'Arabie Saoudite entend faire en sorte que la présence militaire des Etats-Unis se fasse la plus discrète possible (ainsi Dhahran n'a plus le caractère officiel de base américaine, mais

c'est quand même bien une enclave militaire américaine en territoire saoudien).

Une des constantes de la relation américano-saoudienne est cet aveuglement de Washington de voir que la sécurité du régime dépend bien davantage de ces considérations politiques intérieures et régionales que du parapluie militaire américain.

Jusqu'à présent L'Arabie Saoudite a du mal à raisonner dans le cadre de l'Union européenne, que Ryad considère comme un simple marché commun, symétrique en termes d'économie au Conseil de coopération du Golfe. Ce qui explique que Ryad concentre son activité diplomatique sur les principales capitales, notamment Londres et Paris, négligeant la Commission de Bruxelles et le Parlement de Strasbourg.

Dans les relations avec la Grande-Bretagne, il y a nettement une césure entre deux époques: avant et après la seconde guerre mondiale. Londres a été la grande puissance arbitre dans cette région, reconnaissant les premières conquêtes et le régime d'Ibn Saoud, mais n'hésitant pas à le stopper militairement à plusieurs reprises. Quelques jours après avoir rencontré Roosevelt, l'entrevue d'Ibn Saoud avec un W.Churchill provocateur convainc le monarque que la Grande-Bretagne est une puissance finissante.

Une nouvelle intervention militaire britannique en 1952 dans un conflit frontalier et l'intervention à Suez amènent Ryad à la rupture des relations diplomatiques qui ne seront renouées qu'en 1963. Cependant le déclin de la puissance britannique et l'attitude pro-israélienne de la politique britannique justifient pour l'Arabie Saoudite une certaine distance envers Londres jusqu'en 1973. Il faudra attendre l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher, dont les dirigeants saoudiens apprécient la fermeté face à l'indécision de Carter, pour voir les relations s'améliorer. Quand, en 1985, le Congrès des Etats-Unis refuse de vendre certains armements à l'Arabie Saoudite, c'est naturellement que Ryad se tourne vers Londres. D'autres grands contrats seront signés à l'issue de la guerre du Golfe, sans commune mesure avec ceux qui échoient à Washington, afin de remercier Londres du rôle-clé joué dès les premières heures du conflit. Cependant, l'installation du principal opposant au régime saoudien sur le sol britannique, Mohammed Al Massaari, engendre encore des tensions.

Pendant les trente premières années du royaume saoudien, la France et l'Arabie Saoudite se sont pratiquement ignorées quand les relations n'étaient pas franchement mauvaises (politique algérienne de la France, intervention à Suez). Le vrai point de départ des rapports franco-saoudiens est la décision du Général de Gaulle d'imposer un

embargo sur les armes à destination des pays belligérants du Proche-Orient, et notamment à Israël proche client de la France. La France apparaît alors comme une alternative à la dépendance presque exclusive des Etats-Unis. Les réactions diplomatiques françaises après l'intervention israélienne au Liban, le soutien apporté aux Palestiniens rassurent les Saoudiens, inquiets par l'arrivée de F.Mitterrand. Pourtant, malgré l'implication totale de la France pendant Tempête du désert, la méfiance des dirigeants saoudiens est ranimée par les tentatives diplomatiques de dernière minute auprès de S.Hussein. Les efforts français pour obtenir la levée de l'embargo contre l'Irak et le fait que Paris accuse l'Arabie Saoudite de financer secrètement les mouvements islamistes au Maghreb et en France n'arrangent pas les relations. Néanmoins la coopération militaire se poursuit avec quelques contrats d'armement. Il est à noter que le prince Saoud, chef de la diplomatie saoudienne, est le premier visiteur étranger reçu par le nouveau président J.Chirac.

## 2. Les relations avec les autres partenaires.

-

Le 17 septembre 1989, après un gel de plus de cinquante ans, l'Union Soviétique et l'Arabie Saoudite annoncent la reprise de leurs relations diplomatiques. Pourtant, ce pays a été la première grande puissance à ouvrir une délégation en Arabie Saoudite. Cependant, après la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale, la guerre froide se double pour Ryad d'une incompatibilité absolue entre communisme athée et hostile aux monarchies et l'Islam tel que le conçoivent les Saoudiens. D'autre part, Ryad accuse Moscou de visées expansionnistes vers les mers chaudes et le pétrole. Ils en voient la preuve dans les alliances que passe Moscou avec l'Irak, la Somalie, l'Ethiopie, le Yémen du Sud. Le plus grave est bien sûr l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan en 1979 car, outre leur progression vers les champs de pétrole, c'est en fait une agression d'une idéologie athée contre un peuple musulman. L'Arabie Saoudite fera décréter la djihad par l'Organisation de la conférence islamique. L'Afghanistan devient une cause sacrée. L'état, mais aussi de simples particuliers, financent la rébellion afghane. Des volontaires saoudiens vont, par centaines, se battre contre les Russes. Il faudra une dizaine d'années pour voir une reprise des relations diplomatiques.

Pendant la crise du Golfe, l'Arabie Saoudite n'a qu'à se louer des Soviétiques qui, sans intervenir militairement, autorise le recours à la force contre l'Irak, certes aidés par la promesse d'une aide saoudienne d'un milliard de \$. L'assouplissement sous M.Gorbatchev ouvre l'Asie centrale et ses 50 millions de musulmans à l'influence saoudienne qui voudrait lutter ainsi contre l'influence iranienne et turque. Cependant la crise tchéchène et le sort des musulmans bosniaques face aux serbes soutenus par Moscou n'ont fait que rafraîchir les relations des deux pays

-

Le Pakistan, état islamique depuis sa naissance en 1947, est un allié stratégique de Ryad. Tout en conservant ses relations avec l'Inde, l'Arabie Saoudite penche nettement en faveur d'Islamabad, notamment dans le dossier du Cachemire. Si le soutien saoudien fait rarement défaut au Pakistan, Ryad est nettement plus à l'aise avec des dirigeants conservateurs et autoritaires qu'avec les leaders du Parti du peuple pakistanais comme Ali Bhutto ou sa fille Benazir. La coopération militaire est également étroite. Après la lutte menée conjointement en Afghanistan des accords de défense ont été signés en 1982. Depuis, plusieurs milliers de soldats pakistanais stationnent sur le royaume saoudien.

-

Lors de l'invasion soviétique en Afghanistan, l'Arabie Saoudite a déclaré le djihad et engagé tout son poids politique et financier pour appuyer les maquisards afghans. L'achèvement du retrait de l'Armée rouge a engendré un nouveau casse-tête pour la diplomatie saoudienne. Dès le début 1989, Ryad reconnaît le nouveau gouvernement provisoire, mais l'incapacité des factions afghanes à gouverner ensemble ne tarde pas à provoquer une guerre civile mettant aux prises les anciens protégés de l'Arabie Saoudite. En décembre 1994, l'ancien ministre de l'Information reproche aux moudjahidines d'avoir, par leur comportement, discrédité la notion de djihad.

Les pays d'Extrême-Orient, davantage encore que l'Europe, sont considérés comme un marché pour le pétrole, une source de main-d'oeuvre pour certains d'entre eux (Philippines, Corée du Sud, Thaïlande), mais pas ou peu comme des interlocuteurs politiques, à l'exception, toutefois, des pays musulmans dont l'opinion compte parmi ceux que Ryad souhaite influencer.

Aux Philippines, tout en entretenant officiellement des relations cordiales avec Manille, l'Arabie Saoudite a longtemps financé l'insurrection musulmane du Front de libération nationale Moro. Le Japon lui-même, malgré son importance économique, semble être considéré par l'Arabie Saoudite comme un bon client pour ses investissements, mais comme un partenaire secondaire sur le plan politique.

Il faut attendre le 21 juillet 1990 pour que Ryad et Pékin nouent des relations diplomatiques. Jusque-là, l'Arabie Saoudite ne reconnaissait que Taïwan. Cependant, deux ans plus tôt, l'Arabie a pris livraison d'un lot de missiles chinois CSS-2 (Silkworm) permettant de tenir en respect l'Iran, ce qui a provoqué des demandes d'explications américaines. La Chine ne risquait pas d'imposer à l'Arabie Saoudite les contraintes draconiennes américaines. L'Arabie est également motivée par la présence dans ce pays de plus de 20 millions de musulmans.

Du point de vue de l'Arabie Saoudite, en Afrique seuls les Etats riverains de la mer Rouge présentent un intérêt stratégique. Ceci explique l'interventionnisme saoudien

en Ethiopie, en Somalie, au Soudan depuis les années 1970. Il ne s'agit pas, évidemment, d'un interventionnisme militaire, mais d'une aide financière judicieusement appliquée dans l'intérêt politique de l'état saoudien. C'est ainsi que Ryad a réussi à convaincre la Somalie en 1977, de rompre son alliance avec Moscou pour se rapprocher de Washington. Le renversement de Hailé Sélassié en Ethiopie par des militaires pro-soviétiques est perçu à Ryad comme une grave menace pour le royaume. La diplomatie officielle, et secrète, de l'Arabie s'applique à affaiblir le régime éthiopien par tous les moyens. C'est toujours au nom de la lutte contre l'expansion soviétique que Ryad finance en Angola l'UNITA de Jonas Savimbi, pourtant d'inspiration marxiste à ses débuts.

Avec le reste de l'Afrique noire, l'approche est toute différente. L'Arabie Saoudite est l'un des principaux bailleurs de fonds du Tiers-Monde, consacrant à cette aide entre 3 et 5% de son PIB. Mais cette aide est souvent conditionnelle. Elle comporte des contreparties politiques et religieuses. Les Etats bénéficiaires sont invités à se détourner des pays hostiles (pays communistes, Libye, etc.). Ils sont également vivement incités à favoriser le développement de l'islam.

### 2.3 L'Arabie au sein du monde arabe.

-

On a sans doute beaucoup exagéré l'influence de l'Arabie Saoudite dans le monde arabe. En dépit de ses moyens financiers considérables et de la présence des lieux saints sur son territoire, l'Arabie Saoudite ne peut se situer, sur le même plan que l'Egypte ou la Syrie. Pour compenser cet état, la diplomatie saoudienne, à partir du milieu des années 1970, a fait un large usage de ce qu'on a appelé la "diplomatie du chéquier", finançant ses amis pour les conserver, et parfois ses adversaires pour les retourner ou s'en protéger. Malheureusement, l'argent ne garantit pas toujours une reconnaissance durable. Davantage qu'un leader, l'Arabie s'est donc employée à jouer, parfois avec succès, un rôle de médiateur entre deux pays arabes, parfois même en finançant les deux partis.

-

Il y a quelque chose de paradoxal dans les relations, plutôt bonnes, qu'entretiennent l'Arabie Saoudite et la Syrie, si l'on tient compte de tout ce qui les oppose. La Syrie est gouvernée par le parti laïque baath, le groupe dirigeant est chiite, hérétique pour des wahhabites, Damas est un allié de Moscou et de l'Iran. Un facteur-clé peut expliquer en grande partie ce paradoxe : La mère du prince Abdallah, en charge des relations avec la Syrie, est issue d'une tribu originaire de Syrie et sa troisième épouse est syrienne et apparentée au président Hafez Al Assad. Depuis la guerre d'octobre 1973, la Syrie vit dans une large mesure de l'assistance financière saoudienne. Ryad utilise ce levier pour convaincre Damas d'accepter les accords israélo-égyptiens. Lors du déclenchement de la crise libanaise en 1975, l'Arabie Saoudite soutient le point de vue syrien et apporte son appui à la constitution d'une

force d'interposition arabe (en réalité essentiellement syrienne). Malgré ses accords avec Moscou, le soutien à Téhéran pendant la guerre Iran-Irak ou le fait d'abriter des organisations révolutionnaires hostiles à l'Arabie Saoudite, les relations avec Ryad sont équilibrées, les dirigeants saoudiens achetant la protection syrienne et le président Assad tirant parti de la vulnérabilité du royaume.

-

Entre l'Arabie et l'Égypte, il y a eu des périodes d'hostilité et d'autres de rapprochement et même d'alliance. Ne pouvant concurrencer l'Égypte sur sa position au sein du monde arabe, Ryad a choisi de jouer à fond ses deux atouts maîtres : l'Islam et les ressources financières. Après l'inquiétude qui a suivi la déposition du monarque égyptien en 1952, le premier contact entre Nasser et le roi Saoud est très bon. La découverte de complots inspirés par l'Égypte va mettre fin à cette idylle. Le soutien égyptien, appuyé par un contingent militaire, à la révolution républicaine yéménite aggrave encore la tension, qui aboutit à un duel entre Nasser et Fayçal qui a destitué Saoud. La défaite de l'Égypte face à Israël en 1967 permet d'amorcer un réchauffement des relations. Ce rapprochement va s'accroître avec l'arrivée de Sadate que Fayçal encourage à se tourner vers Washington, cependant Sadate va trop loin et Ryad rompt ses relations avec Le Caire après la signature des accords de Camp David. Depuis l'arrivée de Moubarak et face aux différentes crises au Moyen-Orient, les relations se normalisent, même si l'Égypte s'estime mal remerciée de son engagement au côté de l'Arabie durant la deuxième guerre du Golfe.

-

Depuis le renversement de la monarchie hachémite en 1958, la méfiance n'a jamais disparu des rapports entre l'Irak et Ryad. Dans les années 70, Bagdad était la base des mouvements révolutionnaires hostiles aux monarchies du Golfe. L'Irak se révélera par ailleurs un redoutable adversaire à la politique pétrolière des prix bas de Ryad. Se sentant menacé après la révolution iranienne, Saddam Hussein amorce un rapprochement. L'Arabie soutiendra financièrement, de manière très importante, l'Irak, dans sa guerre contre l'Iran. Mais la fin de la guerre Iran-Irak n'a en rien diminué les ambitions de S. Hussein et, malgré la bonne volonté saoudienne, Bagdad passe aux actes en envahissant le Koweït. Depuis les dirigeants saoudiens se prononcent pour la poursuite de l'embargo tant que S. Hussein restera au pouvoir.

Indépendamment du régime en place à Téhéran depuis 1979, trois raisons au moins expliquent la crainte permanente que ressent l'Arabie Saoudite à l'égard de l'Iran. L'Iran contrôle toute la rive Nord-Est du Golfe, dit " Persique ", et surtout son unique voie d'accès, le détroit d'Ormuz ; ce pays est le plus peuplé de la région (65 millions d'habitants) et entretient des velléités hégémoniques sur la péninsule arabique; enfin, il est peuplé et dirigé par des chiites soucieux d'exporter leur révolution dans les monarchies "corrompues".

La rivalité au sein de l'OPEP et la lutte pour le leadership du monde musulman depuis la révolution islamique iranienne ne font que compliquer davantage encore

une opposition inscrite dans la géographie physique et humaine des deux rives du Golfe.

Depuis lors, les relations entre Téhéran et Ryad sont marquées par de vives tensions (affrontements meurtriers sur les lieux saints, prise de l'ambassade saoudienne à Téhéran), entrecoupées de détentés sans lendemain.

-

Rien ne peut être simple entre les descendants d'Ibn Saoud et ceux du chérif Hussein de La Mecque, dépossédé du Hedjaz en 1926 par le premier. Avec l'avènement du jeune roi Hussein, les vieilles rivalités, sans disparaître, sont mises entre parenthèses. La même rivalité face à Nasser va rapprocher les deux pays. Lors de la guerre de juin 1967, Ryad dépêche (en prenant son temps) une brigade sur le front israélo-jordanien et aide par la suite au réarmement d'Amman. Une médiation saoudienne intervient dans la crise de Septembre Noir (1970) et surtout lorsque la tension entre la Syrie et la Jordanie est à son comble.

Les années 1980 marquent un rapprochement sensible entre Ryad et Amman, mus par la même hostilité à l'égard de l'Iran. Il n'en va pas de même lors de la crise suivante. L'hostilité de la Jordanie à l'envoi de forces étrangères en Arabie Saoudite, le soutien évident à S.Hussein entraîne des représailles immédiates de Ryad. Aux yeux des Saoud, Hussein aggrave son cas en souhaitant reprendre le titre de chérif, tout comme son arrière-grand-père, laissant entendre qu'il a des visées sur les Lieux saints (La Mecque et Médine) perdus en 1924. Mais en juillet 1995, l'Arabie Saoudite décide de normaliser ses relations avec la Jordanie et de nommer un ambassadeur à Amman. Le 11 février 1996, pour la première fois depuis cinq ans, le roi Hussein est reçu à Djeddah par Abdallah et Sultan.

-

Dès les débuts de la guerre civile au Liban en 1975, l'Arabie Saoudite tente une médiation. En octobre 1976, l'Arabie Saoudite convoque à Ryad un sommet arabe qui obtient (provisoirement) un cessez-le-feu et qui institue la FAD (Force arabe de dissuasion), armée inter-arabe d'interposition en pratique essentiellement syrienne et presque entièrement financée par l'Arabie Saoudite. Pendant toute la durée du conflit libanais, la diplomatie saoudienne continue de tenter de favoriser une solution politique mais finance la plupart des milices libanaises. Lors de l'invasion israélienne du Liban (juin 1982), Fahd essaie d'utiliser son influence auprès des Etats-Unis pour contenir l'avancée des troupes israéliennes et sauver Yasser Arafat et ses hommes. A l'automne 1989, les efforts saoudiens se révèlent payants : les parlementaires libanais se réunissent sous l'égide saoudienne et parviennent à élaborer un nouveau compromis constitutionnel mettant fin à la guerre. Les bonnes relations entre Ryad et Damas ont facilité la conclusion de cet accord.

Tout en soutenant la cause du peuple palestinien dès 1948, l'Arabie Saoudite n'a eu que méfiance pour les organisations palestiniennes. Cela n'empêche pas Ryad de laisser l'OLP ouvrir un bureau à Ryad, sans toutefois héberger de camps d'entraînement. L'Arabie Saoudite devient rapidement le principal pourvoyeur de fonds de la centrale palestinienne. Yasser Arafat, jugé modéré et musulman pratiquant fait de fréquentes visites à Ryad. Par ailleurs, l'Arabie tente de convaincre les Etats-Unis qu'il n'y a pas de solution au Proche-Orient sans l'OLP. La reconnaissance d'Israël par l'OLP le 4 septembre 1988 est appréciée à Ryad. Le choc n'en est que plus vif lorsqu'après l'invasion du Koweït, la direction de l'OLP sympathise avec S.Husseïn. En représailles, le royaume interrompt tous ses subsides à l'OLP, ce, qui provoque une grave crise financière dans les institutions palestiniennes. Mais sur l'instance des Etats-Unis (c'est le monde à l'envers !), le roi Fahd accepte de recevoir à nouveau Yasser Arafat en janvier 1994 et de reprendre, timidement, ses versements à l'OLP.

À partir de 1948, l'Arabie Saoudite participe, mais sur un mode mineur, aux guerres israélo-arabes de 1948, 1967 et 1973. Le principal tournant intervient en juin 1967, lorsque les Israéliens s'emparent de Jérusalem-Est, troisième lieu saint de l'islam. Le roi Fayçal, fait le voeu d'aller prier à Jérusalem avant sa mort et s'engage dans le soutien aux Palestiniens.

Lors de la guerre de 1973, le roi Fayçal proclame, le djihad, la guerre sainte contre Israël, en même temps qu'il annonce l'embargo pétrolier contre les Etats-Unis. Les raisons religieuses se mêlent à des convictions idéologiques puissantes : Fayçal est en effet convaincu qu'un complot judéocommuniste est à l'oeuvre pour détruire l'islam. Les successeurs de Fayçal, moins obsédés que lui, n'en restent pas moins résolument hostiles à la politique israélienne. Fahd se déclare cependant ouvert à une solution politique en évoquant une "paix permanente et globale" avec Israël et la "reconnaissance pour tous les Etats de la région à vivre en paix", ce qui équivaut à une reconnaissance de fait d'Israël. Le problème pour les Saoudiens est que leur allié le plus proche, les Etats-Unis, est aussi le plus ferme soutien d'Israël. L'administration Reagan croit pouvoir surmonter la contradiction en proposant, début 1982, un "consensus stratégique" qui allierait tous les ennemis de l'Union soviétique. Surprise et déçue, l'Arabie Saoudite rejette catégoriquement cette proposition. Quelques mois plus tard, l'invasion israélienne du Liban, confirme ses appréhensions.

Pour les Saoudiens, Israël est un facteur d'instabilité régionale. En niant leurs droits aux Palestiniens, Israël crée de toutes pièces un problème qui, à son tour, engendre un terrorisme qui menace les monarchies conservatrices. Israël est aussi une menace militaire pour le royaume.

L'invasion du Koweït change les données. Bien qu'Israël ne participe pas à la coalition, pour la première fois, les dirigeants saoudiens ont le sentiment que, temporairement, les deux pays sont dans le même camp. A la Conférence de Madrid (octobre 1991), l'ambassadeur saoudien à Washington, déploie en coulisse un

activisme considérable. Toutefois, en raison de sa rancœur contre l'OLP après la crise du Golfe, l'Arabie Saoudite traîne à apporter sa contribution au processus de paix. Elle ne se précipite pas non plus pour normaliser ses rapports avec Israël. Néanmoins, sous la pression américaine, l'Arabie lève partiellement le boycott anti-israélien en octobre 1994. Mais la normalisation avec Israël, thème de prédilection de l'opposition, rencontre une forte résistance dans les milieux religieux conservateurs du royaume. C'est sans doute l'une des explications de la participation du roi Fahd au mini-sommet d'Alexandrie avec les présidents Moubarak et Assad fin décembre 1994, où il est décidé de ralentir le rapprochement avec l'état hébreu.

Le Maroc est un allié naturel de l'Arabie Saoudite. Dirigé par un monarque conservateur, "commandeur des croyants", le Maroc, tout comme l'Arabie, affectionne les rôles de médiation au sein du monde arabe et leurs efforts sont souvent complémentaires.

Avec la Tunisie, les relations sont bonnes, malgré les différences de politique et de culture. Leur position pro-occidentale au sein du monde arabe les a plus d'une fois rapprochés.

L'Algérie indépendante, en revanche, s'affirmant socialiste, anti-impérialiste mais proche de Moscou, indispose Ryad. Leurs politiques pétrolières s'opposent souvent au sein de l'OPEP. L'Arabie Saoudite a abondamment financé les mouvements islamistes algériens, notamment le FIS. L'attitude des peuples du Maghreb pendant la crise du Koweït, favorables à S.Husseïn, a provoqué un refroidissement des relations.

Mais la montée de l'islamisme en Arabie même a conduit Ryad à se rapprocher des gouvernements tunisien et algérien pour coordonner la lutte contre les mouvements islamistes.

Le colonel Kadhafi, par ses diatribes contre les monarchies du Golfe et surtout par son financement de mouvements terroristes hostiles à l'Arabie est tenu à l'écart par l'Arabie Saoudite. En octobre 1980, Ryad a même pris l'initiative de rompre les relations diplomatiques avec la Libye. Depuis, les relations, toujours fraîches, ont connu une évolution en dents de scie.

-

-

#### 4. L'Arabie et la péninsule arabique.

-

Si personne n'était venu contrarier ses ambitions, Ibn Saoud aurait étendu son royaume à l'ensemble de la Péninsule arabique. La présence britannique et l'hostilité des tribus yéménites en ont décidé autrement. Mais Ryad n'a jamais perdu de vue l'objectif d'exercer une hégémonie sans partage sur la Péninsule dans son ensemble. Les souvenirs de ces querelles dynastiques et tribales, un temps effacés par la création du Conseil de coopération du Golfe, restent très présents dans le rapports de l'Arabie Saoudite avec ses voisins.

En 1913, lors de la conquête du Hassa par Ibn Saoud, la présence des Britanniques l'empêche de s'approprier l'ensemble de la façade arabe sur le Golfe. En 1955, les soldats britanniques sont encore là pour s'opposer aux tentatives saoudiennes sur l'oasis de Bouraymi (à la lisière d'Oman et d'Abou Dhabi). En 1971, lorsqu'ils quittent la région, les Britanniques assurent l'indépendance. Malgré cette frustration, la dynastie saoudienne continue d'entretenir avec les émirats voisins des rapports qui s'apparentent plus à ceux qui lient un suzerain à ses vassaux.

A plusieurs reprises, des tentatives ont lieu pour regrouper ces pays. Elles échouent jusqu'à ce que la guerre irako-iranienne, donne à l'Arabie Saoudite l'opportunité qu'elle attendait. En février 1981, en marge du sommet de la Conférence islamique, les six monarchies de la Péninsule annoncent la création du Conseil de coopération du Golfe. Un syndicat de dynasties est né dont l'Arabie Saoudite est nettement le chef de file.

En 1920, Ibn Saoud, en pleine expansion territoriale, lance ses Ikhwan vers le Nord à l'assaut de terres revendiquées par le Koweït. En 1922, à la conférence d'Ouqayr, les Britanniques accordent à Ryad une large part du territoire revendiquée par l'émir du Koweït en échange de concessions d'Abdelaziz sur la frontière irakienne. Les Koweïtiens en conçoivent un ressentiment durable. Premier pays du Golfe à avoir véritablement bénéficié de la manne pétrolière, le Koweït est aussi le premier à l'avoir utilisée pour moderniser son infrastructure et éduquer sa population. Il en restera une animosité entre Saoudiens et Koweïtiens, ces derniers, se jugeant plus "sophistiqués que leurs voisins "primitifs".

Le Koweït revendique hautement son non-alignement et entretient de bonnes relations avec les pays de l'Est, ce qui ne manque pas d'agacer les Saoudiens.

La guerre Irak-Iran amène un recentrage de la diplomatie koweïtienne. Le Koweït, victime d'attentats terroristes, pris à partie par les deux protagonistes, n'est plus en mesure de faire cavalier seul. Le Koweït cherche appui auprès des Etats-Unis et de l'Arabie Saoudite. L'invasion du Koweït par l'Irak a fait perdre beaucoup de sa superbe aux dirigeants koweïtiens.

Jusqu'à l'indépendance des EAU (décembre 1971), c'est la Grande-Bretagne qui a assuré la sécurité des sept émirats. Le prince Fahd, chargé par Fayçal de régler les

litiges frontaliers, s'emploie à négocier avec l'émir d'Abou Dhabi, président des EAU, le litige qui les oppose.

Fahd marchandise alors au prix fort la reconnaissance par Ryad de la nouvelle fédération et de ses droits sur Bouraymi : partage du champ pétrolier de Zarrarah, cession d'un débouché sur le Golfe entre le Qatar et Abou Dhabi. L'accord est conclu en août 1974. Mais en 1977, l'Arabie obtient à son avantage un nouveau déplacement de frontière d'une trentaine de kilomètres. Depuis, même si les EAU souhaitent renégocier ces accords, les relations diplomatiques sont bonnes entre l'Arabie Saoudite, ces derniers s'alignant le plus souvent sur la politique pétrolière du royaume. Cependant des inquiétudes réapparaissent depuis peu sur les velléités saoudiennes de dépecer la fédération.

Jusqu'en 1939, Ibn Saoud revendique une grande partie du Qatar, ancienne conquête saoudienne, par ailleurs wahhabite comme son royaume. Aujourd'hui des différends frontaliers portent toujours sur la crique de Khor Odeid (entre le Qatar et Abou Dhabi). A la signature du traité Arabie-EAU, Ryad accorde au Qatar une aide financière importante et la majeure partie des droits sur le gisement de la baie de Salwa. Pourtant le différend refait surface lors de la 2<sup>e</sup> guerre du Golfe quand les Qataris, méfiants, refusent leur aide. La tension ne fait que croître (non sans quelques incidents frontaliers meurtriers) et aboutira après la médiation d'H.Moubarak à un nouvel accord en 1992.

Cette tension frontalière s'accompagne d'une crise diplomatique car à partir de 1991, le Qatar se lance dans un flirt poussé avec l'Iran, renoue rapidement avec l'Irak. Pendant la crise yéménite, le Qatar se singularise en affirmant son soutien à l'unité du Yémen, puis s'engage résolument dans l'ouverture à l'égard d'Israël. Pourtant, la révolution de palais profitant au prince héritier Hamad permet paradoxalement entre Ryad et Doha une certaine détente, émaillée encore de quelques crises (concurrence à la présidence du CCG).

D'une certaine manière, Bahreïn est à l'Arabie Saoudite ce que Hong-Kong a été à la Chine: différent, mais utile. Alors que les interdits religieux wahhabites bloquaient sur le continent le développement d'un système bancaire digne de ce nom, les banques de l'archipel pourvoyaient aux besoins bancaires du royaume. L'Arabie Saoudite a pris sous son aile protectrice l'Emirat, s'accommodant du libéralisme économique de la société bahreïnienne. Les Saoud se portent garants de la pérennité de la dynastie sunnite régnante des Al Khalifa (qui gouverne une population en majorité chiite) contre les velléités de l'Iran.

Protégé de l'intérieur de la Péninsule par le désert du Roub Al Khali, le sultanat d'Oman a traditionnellement gardé ses distances avec son voisin du Nord.

En 1955, l'armée britannique chasse les Saoudiens de Bouraymi, et apporte un appui militaire au sultan d'Oman pour écraser la rébellion tribale financée par l'Arabie Saoudite.

Dans les années 60, le Sud Yémen pro-communiste, ne tarde pas à appuyer les rebelles. En 1971, Fayçal, pour la première fois, décide d'apporter son aide financière au nouveau sultan Qabous. Le sultanat d'Oman est l'un des initiateurs du Conseil de coopération du Golfe. Le départ des Britanniques de la région relance les tensions frontalières entre l'Arabie et ses voisins, Oman inclus. Les négociations permettent cependant la conclusion en 1990 d'un accord frontalier, signé par Fahd et Qabous eux-mêmes. Entre les deux souverains, les relations sont néanmoins loin d'être cordiales. Le sultan Qabous, héritier d'un très vieux royaume, n'entend pas, contrairement aux émirats voisins, être ravalé au rang de vassal. Ces différences se marquent au fil des années par une diplomatie résolument indépendante.

Avant de mourir, le roi Abdelaziz aurait dit à ses fils, en guise de testament politique : "Le bonheur du royaume réside dans le malheur du Yémen". Depuis ce précepte semble guider la conduite des dirigeants saoudiens à l'égard de leur voisin du Sud, en considérant ce qui se passe au Yémen comme une affaire intérieure saoudienne. L'important semble être d'entretenir un climat de dépendance et d'attiser les divisions. C'est pourquoi l'unification des deux Yémen, en 1990, a été ressentie comme une terrible nouvelle à Ryad (bien que l'Arabie Saoudite ait officiellement approuvé ce pas vers l'unité du monde arabe). Le ciment de cette unité est notamment l'hostilité bien connue des Yéménites envers l'Arabie (même s'ils en acceptent les subsides). Le nouveau Yémen semble décidé à pratiquer la démocratie. Mais, le nouvel Etat yéménite hérite du contentieux territorial envers leur grand voisin. Larvée, la crise éclate au grand jour à l'occasion de l'invasion du Koweït, quand le Yémen s'oppose à l'envoi de troupes étrangères en Arabie. Jugé favorable à S.Husseïn, Ryad arrête toute aide financière et suspend les privilèges des travailleurs yéménites en Arabie. Cela se traduit par l'exode massif de quelques 800 000 Yéménites vers leur pays.

La crise politique qui divise le Yémen à partir de 1993 profite à Ryad. Tout en finançant abondamment le parti islamiste des tribus du Nord, l'Arabie Saoudite encourage le vice-président sudiste Ali Salim Al Baidh (ex-communiste) à tenir tête au président Ali Abdallah Saleh. Lorsque la crise dégénère en guerre civile en mai 1994, l'Arabie Saoudite prend nettement le parti des sudistes, en leur octroyant une importante aide financière. Outre la volonté de " punir " Ali Abdallah Saleh pour ses positions pendant la crise du Golfe, plus d'un observateur prête à l'Arabie des visées sur la province de l'Hadramaout qui pourrait lui ouvrir un accès sur l'océan indien.

L'échec de la sécession est un cuisant revers pour la diplomatie saoudienne. La tension frontalière réapparaît et culmine en décembre 1994 avec des incidents qui font plusieurs dizaines de morts. Finalement, le Yémen et l'Arabie signent en 1995 une déclaration visant à démarquer leurs frontières. Signe de dégel : la rencontre à Djeddah début juin 1995 entre le président Ali Abdallah Saleh et le roi Fahd. En octobre 1995, le gouvernement a levé l'essentiel des interdictions qui pesaient sur l'embauche de travailleurs yéménites.

### 3. CONCLUSION.

-

Parmi les problèmes que va devoir affronter l'Arabie Saoudite dans les années qui viennent, celui de la succession du roi Fahd, souvent évoqué, ne devrait pas être le plus important. On peut considérer cette question comme virtuellement réglée depuis qu'il a confié la régence au prince Abdallah.

En revanche, la tendance à la centralisation du pays, qui est une donnée constante depuis la formation du royaume en 1932, pourrait prendre fin, voire s'inverser dans la période qui s'ouvre. Déjà, la loi fondamentale sur les provinces publiée en 1992 offre un cadre à une décentralisation accrue. L'un des scénarios parfois avancés évoque une fédération arabe, dans laquelle les émirats du Golfe s'agrègeraient plus ou moins à l'Arabie Saoudite dont les provinces auraient avec Ryad un lien plus lâche qu'à l'heure actuelle. Mais l'échec de la partition du Yémen, soutenue par l'Arabie Saoudite lors de la guerre civile yéménite, contredit cette tendance.

L'appui stratégique des Etats-Unis à l'Arabie Saoudite, indéfectible depuis plus de cinquante ans, ne devrait pas être remis fondamentalement en cause. Cependant, les évolutions possibles en Irak et en Iran, où Washington pourrait à nouveau avoir des intérêts, risquent dans l'avenir de relativiser l'importance du royaume dans la détermination de la politique américaine dans le Golfe. Après avoir été le second des " piliers jumeaux " de la politique américaine dans le Golfe, l'Arabie est devenue en quelque sorte son unique pilier après la chute du chah d'Iran. A long terme, la situation ne saurait durer et des voix (qui n'appartiennent pas toutes au lobby pro-Israélien) s'élèvent déjà aux Etats-Unis pour réduire cette dépendance de la diplomatie américaine dans le Golfe à l'égard des dynastes saoudiens.

Mais tout indique que les vrais défis, pour la Maison des Saoud, sont d'ordre intérieur. Les difficultés économiques apparues dernièrement rendent de plus en plus insupportables la corruption et l'accaparement du pouvoir et des affaires par quelques princes, dont les Saoudiens s'accommodaient plus ou moins du temps de l'abondance. D'où l'apparition au grand jour d'un mouvement de contestation dont bénéficient surtout les courants islamistes et conservateurs. La stabilité, pour ne pas dire la sclérose du pouvoir et de l'administration depuis une trentaine d'années, contraste avec la démographie du royaume. Le gouffre risque donc de se creuser davantage encore entre les quelques dizaines de princes, qui dirigent vraiment le pays et la population.

L'éventualité d'un coup d'état militaire ou d'une prise du pouvoir par des révolutionnaires islamistes n'étant pas la plus vraisemblable compte tenu de la structure de la société saoudienne, la clé du changement est sans doute à chercher dans la façon dont se fera le saut de génération entre les fils d'Ibn Saoud, qui se

succèdent depuis 1953, et ses petits-fils, dont l'arrivée au pouvoir s'accompagnera vraisemblablement de tensions internes à la famille, mais aussi d'une nouvelle donne politique intérieure et extérieure. Que celle-ci soit ou non adaptée à la situation intérieure et régionale de l'Arabie Saoudite sera déterminant pour la pérennité d'une dynastie condamnée, tôt ou tard, à s'adapter pour survivre.

-

-

## ANNEXE 1

-

-

-

-

-

-



ANNEXE 2

